

existe des secteurs où l'entreprise privée ne veut pas se lancer parce que les bénéficiaires seront insuffisants, les contribuables fourniront assez de fonds pour garantir des bénéficiaires à l'entreprise privée que cette corporation aidera. C'est ainsi qu'on trahit odieusement les intérêts de la population.

Je déclare aux députés, et sans m'excuser de le faire, que c'est par une telle loi qu'on voit la véritable différence entre notre parti et les autres partis aux Communes. A ceux qui me crient que je veux un Canada socialiste, je leur réponds que c'est juste, que je veux un Canada socialiste et démocratique. S'ils croient pouvoir m'effrayer en me lançant cette phrase à la tête, je leur dirai que la raison d'être du Nouveau parti démocratique est d'essayer de persuader la population canadienne—et nous avons chaque jour plus de partisans—qu'il est impossible d'échafauder la société humaine et convenable à laquelle elle a droit ou de réaliser l'apport humain et convenable aux peuples défavorisés qu'un pays riche comme le Canada doit faire, si notre économie repose sur les assises économiques actuelles.

Il faut planifier notre économie en vue du bien-être de tous les Canadiens et, en fait, de celui du monde entier. Il ne faut pas oublier que les ressources naturelles, dont nous avons le bonheur d'être si richement pourvus en ce pays, n'appartiennent pas seulement à une province mais à toute la population canadienne. En réalité, elles ne sont pas la propriété exclusive du Canada, mais, dans une certaine mesure, celle de la population du monde, et nous permettront d'édifier une paix fondée sur une véritable coopération économique et sur le progrès social.

Je dis sans m'excuser le moins du monde que nous avons songé à un mécanisme semblable à celui-ci, à une caisse de développement du Canada, à laquelle les grandes sociétés auraient été tenues de souscrire des sommes considérables en puisant dans leurs réserves. Nous avons songé à un mécanisme semblable, contrôlé et administré par le Parlement par l'intermédiaire des organismes nécessaires. Nous avons songé à un tel mécanisme comme rouage essentiel de l'appareil de planification de ce pays, comme moyen essentiel de rapatrier notre économie, comme moyen essentiel de développer les régions sous-développées du Canada. Il est impossible de décrire notre déception, notre colère devant la façon honteuse dont ce gouvernement a agi en toutes choses, en matière de politique intérieure, depuis l'arrivée au pouvoir du premier ministre (M. Trudeau). Le gouvernement a encore une fois détruit un mécanisme susceptible de profiter grandement à la population et il a démontré qu'il compte entièrement sur une association avec les intérêts les plus égoïstes qui soient au Canada et, en réalité, dans le monde.

[Français]

M. Alexandre Cyr (Gaspé): Monsieur le président, est-ce que l'honorable député d'York-Sud (M. Lewis) me permettrait de lui poser une question?

M. Lewis: Certainement.

M. Cyr: Monsieur le président, l'honorable député vient de déclarer qu'il désirait un Canada démocratique socialiste pour le bien-être de la population. Est-ce que l'honorable député pourrait dire à la Chambre s'il placerait une partie de ses économies dans la Corporation du déve-

[M. Lewis.]

loppement du Canada, et ce, en vue d'assurer le bien-être des Canadiens?

M. Lewis: Je n'ai pas compris tout ce que le député a dit, monsieur l'Orateur.

M. Cyr: Monsieur le président, j'ai demandé à l'honorable député s'il placerait une partie de ses économies dans la Corporation du développement du Canada, et ce, pour assurer le bien-être des Canadiens?

M. Prosper Boulanger (Mercier): Why don't you put in some of your own money?

M. Lewis: Oui, oui, j'ai compris.

Monsieur l'Orateur, la réponse est simple. Si les investissements, soit d'une corporation, soit d'un individu, ont pour seul objectif le profit, cet investissement ne sera pas à l'avantage du peuple canadien.

Les investissements destinés au bien-être du peuple canadien sont ceux qui ont pour objectif la production des produits de consommation que le peuple exige, comme des habitations, par exemple, où le profit peut être un des objectifs, mais pas l'objectif le plus important.

Voilà ma réponse. Ce n'est pas la peine de faire des investissements, comme l'honorable député l'a suggéré, simplement parce que c'est l'économie privée, comme nous le savons depuis longtemps, qui a entraîné et entraîne encore, le chômage, le manque d'habitations, la misère et l'inégalité partout au Canada, et ce n'est pas une telle société que je veux pour mon pays.

M. Henry Latulippe (Compton): Monsieur le président, je dirai quelques mots sur la motion présentée par le Nouveau parti démocratique et aussi sur la corporation en formation. A ce sujet, monsieur le président, nous avons beaucoup de choses à dire.

Avant d'aborder le sujet, je crois de mon devoir de dire que la Corporation ne rendra pas les services attendus. Les Canadiens n'ont pas besoin d'une telle corporation pour le développement de leur économie.

Le but de la Corporation, monsieur le président, c'est de produire davantage, d'organiser de grandes industries pour produire de plus en plus. Présentement, au Canada, nous constatons les effets du problème. Nous n'avons aucun problème de production, et la Corporation de développement du Canada viendra en aide seulement à des compagnies qui n'ont pas de problèmes financiers ou qui peuvent trouver ailleurs les capitaux voulus. En effet, le gouvernement aidera les corporations stables et rentables ou créera de nouvelles corporations avec beaucoup de capitaux qui proviendront des Canadiens, qui n'en ont déjà pas assez.

Tout à l'heure, le chef du Nouveau parti démocratique (M. Lewis) disait que seulement 20 p. 100 de la population pouvait épargner et que 80 p. 100 des Canadiens sont trop pauvres pour épargner. Si nous formons cette grande corporation, nous allons prendre les économies de ceux qui ont pu épargner et nous allons enlever l'argent aux petites industries qui en ont besoin. Au fait, ce sera la mort des petites entreprises, parce que la grande entreprise va tout dominer. La grande entreprise fera toutes sortes de production et à cause de l'immensité de ses capitaux, détruira la petite et la moyenne entreprise.